



# WRM BULLETIN

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales



Numéro 137 - Décembre 2008

## LE THÈME CENTRAL DE CE NUMÉRO : LES PLANTATIONS D'ARBRES DANS LA RÉGION DU MÉKONG

Les plantations d'eucalyptus, de palmier à huile, de caoutchouc et de jatrope en régime de monoculture sont en train d'envahir les terres et les forêts des communautés dans les pays de la région du Mékong. Encouragées sous prétexte de favoriser le développement, d'atténuer la pauvreté et même de lutter contre le changement climatique, ces plantations ont de graves conséquences écologiques et sociales. En dépit de situations politiques difficiles, les peuples de la région résistent par tous les moyens à leur portée, depuis les larges alliances contre les plantations (comme en Thaïlande) jusqu'aux groupements naissants de résistance locale au Cambodge et au Laos. Le présent bulletin a pour but de brosser un tableau de la réalité des plantations dans les six pays de la région – Birmanie, Cambodge, Chine, Laos, Thaïlande et Vietnam – pour sensibiliser le public à ce problème et, surtout, pour aider les peuples concernés à faire entendre leurs voix. Nous espérons en outre que l'information contenue dans ce bulletin servira à fortifier la résistance aux plantations de ce genre, dans la région du Mékong comme ailleurs.

## NOTRE OPINION

- Plus de frontières à traverser: la vie des peuples du Mékong à l'ère des plantations

## LES PLANTATIONS DANS LA RÉGION DU MÉKONG – VUE D'ENSEMBLE

- La monoculture d'arbres se fraie un chemin à travers les frontières dans la région du Mékong
- La BAD est en train de détruire les forêts du Mékong et le climat de la planète

## LES PLANTATIONS DANS LA RÉGION DU MÉKONG – PAR PAYS

- Birmanie : la campagne de plantation forcée de jatrope des militaires
- Cambodge : les plantations en régime de monoculture créent des conflits fonciers
- Tentatives de réglementation des plantations agro-industrielles au Cambodge
- Chine : un cercle vicieux fait de plantations d'arbres, d'arbres GM, d'usines de pâte et de surconsommation de papier
- Laos : les moyens d'existence en milieu rural sont vulnérables à l'expansion des investissements en plantations de caoutchouc
- Le développement des plantations au Laos. La ruée pour une part du gâteau laotien
- Thaïlande : avec la fluctuation du prix du caoutchouc, comment les agriculteurs peuvent-ils gagner de l'argent ?
- Vietnam : pénurie de papier, hausse des prix, nouvelles usines et davantage de plantations

## NOTRE OPINION

### – Plus de frontières à traverser: la vie des peuples du Mékong à l'ère des plantations

Bienvenue dans la région du Mékong !

Dans cette région qui partage un même patrimoine linguistique, le même ancien mot est encore utilisé partout pour la décrire, en particulier au Laos, en Thaïlande et au Cambodge : « suvarnabhumi », la terre dorée. Disposant de richesses naturelles immenses grâce à leurs fleuves, leurs forêts et leurs terres, les gens du Mékong étaient considérés comme plus que fortunés, puisque la plupart d'entre eux vivaient de leur capacité de travailler avec la nature. Tandis que les fleuves et les forêts sont des lieux de chasse, de pêche et de cueillette, la terre elle-même est de l'or, car elle donne du riz, une grande variété de produits agricoles et un foyer à ses habitants. À d'autres endroits du monde, les gens ont éprouvé le besoin de traverser sans cesse de « nouvelles frontières », de se frayer un chemin pour trouver une vie meilleure et vivre d'une terre meilleure. Or les peuples du Mékong, sauf quand on les déplaçait de force, ont rarement quitté leur territoire parce qu'ils avaient leur propre eldorado. Cela explique peut-être pourquoi les gens du pays ne comprennent pas que des investisseurs avides foncent sur la région pour exploiter la terre, amasser une fortune et l'emporter chez eux.

Des entreprises privées visent à s'emparer de 180 000 hectares au Laos et de plus de 800 000 hectares au Cambodge. Certaines sont locales mais la plupart sont internationales. Les gouvernements des pays du Bas-Mékong accordent des concessions à des entreprises dont le but principal est d'obtenir un morceau de terre aussi grand que possible pour y établir plus tard des plantations à grande échelle. La plantation sera peut-être un échec la première fois mais cela n'a pas d'importance, puisqu'elles possèdent une large étendue de terre le long de la route principale, qu'elles payent des impôts fonciers très bas et qu'elles ont tout le temps nécessaire pour recommencer.

Deux des plus fortes menaces pour les peuples et les ressources du Mékong – les plantations industrielles et les barrages hydroélectriques – ont de nombreuses caractéristiques communes, et notamment le rôle du secteur privé, l'absence de politiques claires pour garantir la transparence et la responsabilité du processus et le manque de participation de la population. Pourtant, les grandes plantations ont avancé à grands pas au cours des 10-15 dernières années et, de ce fait, beaucoup de personnes ont perdu leurs terres, même avant de savoir si elles avaient ou non des droits formels sur elles. La promotion de ces initiatives a élargi le fossé entre le peuple et les responsables politiques, et les gens n'ont aucune possibilité de faire entendre leurs voix au moment des décisions qui concernent leur avenir dans leur propre pays. En privant les gens de terre on les prive de riz, de cultures et de sécurité alimentaire pour leur famille. Cela peut devenir catastrophique pour le pays à beaucoup d'égards, si les politiques en la matière ne sont pas reconsidérées d'urgence.

Tous les pays du Mékong (Birmanie, Cambodge, Chine, Laos, Thaïlande et Vietnam) sont en train de fournir des terres pour de grandes plantations d'hévéas, d'eucalyptus, de jatrophiés et de palmiers à huile, tandis que des investisseurs de la région jouent au jeu du pouvoir contre les pays les moins forts. Des sociétés chinoises, thaïlandaises et vietnamiennes, ainsi que les entreprises étatiques de leurs pays, foncent au-delà de leurs frontières pour trouver dans les pays voisins, comme le Cambodge et le Laos, de quoi satisfaire leurs propres besoins industriels.

Pendant cette dernière décennie, les tentatives de surveiller la situation et de faire campagne dans la région au sujet des plantations n'ont eu que peu de succès. Néanmoins, la création d'un réseau sur les concessions foncières au Cambodge, par exemple, a permis de sensibiliser au problème l'ensemble de la société. Mais les défenseurs des grandes plantations continuent d'en faire la publicité en recourant à des arguments interminables et plus compliqués les uns que les autres : il y a 20 ans, il s'agissait de « stabiliser l'agriculture itinérante » et de « réduire la pauvreté » ; à présent, il s'agit de générer des crédits d'émission et de produire des biocarburants. Au fil des ans, les raisons que l'on a données aux gens n'ont cessé de changer ; ce qui n'a pas changé c'est que les habitants des pays du Mékong n'ont cessé d'être poussés vers les frontières de leur propre territoire.

En novembre 2006, une Conférence régionale du Mékong sur les plantations d'arbres a eu lieu en Cambodge, dans la province de Kratie. Les participants venaient de cinq pays de la région. Après avoir échangé leurs expériences et les enseignements qu'ils en ont tirés au sujet des plantations industrielles d'arbres et de leurs effets sur les moyens d'existence de la population, ils ont produit une déclaration d'unité qui dit : « Contrairement aux affirmations gouvernementales, suivant lesquelles les plantations contribuent au développement économique national et à l'atténuation de la pauvreté, ces plantations ont aggravé la pauvreté en déplaçant des communautés entières, en détruisant des ressources essentielles pour la subsistance et en empêchant les communautés d'accéder aux ressources naturelles ». Dans la conclusion, ils disent que « Dans tous les cas, la lutte des peuples a été la seule manière de susciter un changement. Le mot lutte n'est pas synonyme de violence ; il désigne les divers moyens qu'utilisent les personnes concernées pour défendre et protéger leurs droits ».

Pour ne plus être obligés de partir et de changer de vie, les habitants de la région du Mékong doivent faire demi-tour et dire clairement aux promoteurs des plantations qu'il n'y a plus aucune frontière que les entreprises puissent traverser, et que les gens veulent rester et récupérer leur vie dans leur propre territoire, celui qu'ils utilisent depuis des générations. Autrement dit, ils souhaitent rester dans leur « suvarnabhumi », leur terre dorée.

Premrudee Daoroung, directrice de TERRA

[index](#)

---

## LES PLANTATIONS DANS LA RÉGION DU MÉKONG – VUE D'ENSEMBLE

### – La monoculture d'arbres se fraie un chemin à travers les frontières dans la région du Mékong

Le Programme de coopération économique pour la sous-région du Grand Mékong lancé dans les années 1990 a relié entre elles les économies de six pays, dans le but d'accroître le flux d'investissements depuis des pays doués d'un pouvoir économique considérable, comme la Chine, la Thaïlande et le Vietnam, vers les pays voisins, tels que le Laos et le Cambodge, qui ont une politique de 'portes ouvertes' à l'égard des entreprises étrangères. Au cours des 4 ou 5 dernières années, l'abondance de terres et la main-d'œuvre bon marché ont été utilisées comme incitations pour attirer des investisseurs qui viennent y établir des plantations commerciales d'arbres dans des centaines de grandes concessions.

L'investissement dans des plantations d'arbres en régime de monoculture se fait suivant quatre modalités différentes : par des capitaux étrangers venus de l'extérieur de la région du Mékong, par des capitaux venus de la région même, par des capitaux nationaux investis par de grands groupes financiers, et par des petits agriculteurs propriétaires de leurs terres. Dans cet article nous nous occuperons surtout des deux premiers cas, car ce sont eux qui impliquent la plus forte concentration de terres et qui ont eu les conséquences les plus graves pour les communautés locales. Nous verrons par la suite quels en sont les principaux protagonistes dans les différents pays.

### Laos

Les investissements en plantations au Laos se font généralement sous la forme de grandes concessions de terres étatiques où l'on plante surtout des eucalyptus et des caoutchoutiers. Les capitaux viennent de la région du Mékong mais aussi de l'extérieur. Parmi les entreprises principales figure Oji (Japon), qui a déjà de grandes plantations et qui vise à atteindre un total de 50 000 ha d'eucalyptus dans les provinces de Bolikhamxay et de Khammouane. Il y a ensuite Birla Laos ou Birla Grasim (Inde), qui possède une concession de 30 000 ha pour planter des eucalyptus dans la province de Savannakhet. Parmi les protagonistes régionaux figurent les entreprises caoutchoutières vietnamiennes Viet-Lao, DacLac et Dau Tieng, qui ont des contrats pour investir dans le caoutchouc sur une surface de plus de 30 000 ha dans les provinces de Champassak et de Salavane, dans le Sud. Ces entreprises vietnamiennes chercheraient à accroître leurs investissements au Laos et à atteindre 100 000 ha au cours des douze prochaines années. Les deux principales entreprises de pâte thaïlandaises,

Advance Agro et Phoenix Pulp & Paper, ont elles aussi l'intention d'utiliser les terres du Laos pour planter des eucalyptus de manière à approvisionner en matière première leurs usines en Thaïlande.

À ce jour, le gouvernement du Laos a accordé à autorisé des entreprises étrangères à utiliser une surface d'environ 167 000 ha pour la monoculture commerciale d'arbres et de produits agricoles partout dans le pays. Sur ce total, 80 000 ha sont consacrés à la plantation d'eucalyptus et environ 46 600 à celle d'hévéas. La plupart des concessions sont situées dans la région centrale et s'étendent vers le Sud.

En mai 2008, le gouvernement a décidé de suspendre l'octroi de concessions dans tout le pays. Malgré cela, les pressions continues des investisseurs étrangers et la volonté de certains secteurs gouvernementaux d'encourager les investissements ont apparemment poussé le Comité de la planification et l'investissement (CPI) à continuer de délivrer des permis, même pour des plantations commerciales qui exigent d'accéder à de vastes étendues de terres. Tant que le moratoire sera en vigueur, les entreprises n'ont pas légalement le droit d'obtenir plus de 100 ha. Néanmoins, certaines entreprises reçoivent des autorités locales la permission d'accéder à des terres, grâce à une autorisation d'investissement délivrée par le CPI ou par d'autres moyens. La législation actuelle est alambiquée et les normes ne sont pas appliquées avec cohérence, de sorte que la situation devient confuse autant pour les investisseurs que pour les fonctionnaires gouvernementaux et les gens du pays. Dans ces circonstances, les paysans manquent de protection suffisante contre la perte de leurs terres au profit de concessionnaires riches, puissants et influents.

## Cambodge

L'aliénation de terres est bien plus importante au Cambodge. D'après les informations publiées par le Conseil des Ministres en février 2003, le gouvernement du pays avait autorisé 40 concessions économiques qui couvraient une superficie de 809 296 ha. Depuis, les chiffres officiels sont difficiles à trouver, mais des rapports récents indiquent que, pendant le boom économique mondial du début du siècle, la moitié des terres du pays avaient été assignées à des investisseurs étrangers, sous forme de concessions ou de baux à long terme.

Les grands investisseurs ont souvent de forts rapports avec des politiciens haut placés dans le gouvernement. La loi stipule que les concessions commerciales de terres ne peuvent pas dépasser 10 000 ha et que les concessions préexistantes plus larges doivent être réduites en conséquence. Néanmoins, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour récupérer les terres excédentaires que des entreprises puissantes ont en concession (cf. [Fast-wood Plantation Economic Concessions and Local Livelihoods in Cambodia, 2006](#) ; carte des concessions foncières et forestières de la province de Stung Treng, 2006). Le groupe chinois Wuzhishan L.S. a une concession de 199 999 ha pour la plantation de pins dans la province de Mondolkiri. Il a été autorisé à exploiter initialement 10 000 ha, mais la situation du reste des terres n'est pas claire. D'autres entreprises étrangères qui ont de larges concessions sont la Green Rich Company, qui plante des acacias et des palmiers à huile sur 18 300 ha dans la province de Koh Kong, le Cambodia Haining Group qui a acquis 21 250 ha dans la province de Kampong Speu pour planter du manioc et des palmiers à huile et pour élever du bétail, et trois entreprises (Asia World Agricultural Development Co, Global Agricultural Development Co et Great Wonder Ag Dev Co) qui ont reçu 10 000 ha chacune pour planter des tecks dans un même district de la province de Kratie, au moyen de divers permis dont la plupart ont été délivrés en l'espace de quelques jours.

En mars 2006, les représentants de la Hainan Natural Rubber Industry Group Corp, premier producteur de caoutchouc de la Chine, et la Suigang Investment Development Co Ltd du Cambodge ont signé un contrat pour un projet d'investissement qui comprend une surface de plus de 60 000 ha et qui inclut l'établissement d'une usine de traitement dans le pays. En outre, deux entreprises vietnamiennes auraient reçu l'autorisation de faire une plantation de caoutchoutiers d'environ 16 000 ha dans la province de Mondolkiri. Comme au Laos, l'industrie vietnamienne du caoutchouc s'est donné pour but d'obtenir 100 000 ha au Cambodge pour de larges plantations. D'après des informations publiées en novembre 2007 (Manager Online, 28 novembre 2007), trois plantations de caoutchouc gouvernementales s'étendant sur 22 000 ha auraient été 'vendues' à trois entreprises privées chinoises par le biais de baux de 99 ans.

Les entreprises étrangères n'obtiennent pas toujours des terres de façon directe à travers les autorités étatiques : dans la province de Stung Treng, onze entreprises locales ont acquis plus de 200 000 ha et ont invité des entreprises étrangères à y participer à titre d'investisseurs secondaires.

## **Birmanie**

Il est très difficile d'obtenir des renseignements précis sur le développement des plantations en Birmanie. Les informations sur les projets sont sporadiques et ne disent pas grand-chose sur les protagonistes concernés. L'agence de presse Xinhua a communiqué en mai 2007 que, suivant le ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation du Myanmar, 3,24 millions d'hectares allaient être plantés de cultures énergétiques pour réaliser le projet d'atteindre une production d'agrocarburants de 20 millions de tonnes par an. D'après les statistiques officielles, il y avait 302 000 ha de plantations de caoutchoutiers en 2007 (Myanmar Times, 2007).

## **Chine, Vietnam et Thaïlande : les nouveaux protagonistes**

Ces trois pays sont en train d'accroître leurs investissements dans les pays voisins. Leurs entreprises privées ont de plus en plus de capacité d'investissement, et n'auront plus besoin à l'avenir de dépendre des subventions ou des prêts des institutions financières internationales telles que la BAD. Du fait qu'il y a peu de possibilités de développer de grandes plantations dans leurs pays, des groupes d'investisseurs chinois, vietnamiens et thaïlandais se battent pour le faire au Laos et au Cambodge.

Or, derrière ces grandes concessions industrielles il y a la perte de champs, de potagers et de zones où cueillir des produits alimentaires et faire paître le bétail. Au Laos et au Cambodge, plus de 80 % des habitants vivent et dépendent de ces ressources pour leur subsistance. En ce moment de hausse des prix des aliments, les paysans qui ont perdu leurs champs de riz connaissent la souffrance et la pauvreté. Ceux qui se retrouvent sans terre passent à dépendre du travail dans les entreprises de plantation, mais les postes à plein temps sont rares, seule une petite minorité, généralement constituée par les jeunes valides, parvient à les obtenir, pendant que le reste de la famille est au chômage. Il est rare que les salaires que paient les entreprises suffisent à alimenter une famille sans terre.

En raison des différences économiques et politiques complexes qui existent dans les pays du bassin du Mékong, la société civile n'a presque pas d'espace pour jouer son rôle public. Dans des pays comme le Laos et le Cambodge, les limitations politiques et la difficulté de communication rendent difficile la discussion publique et, en Birmanie, la dure répression empêche tout commentaire de la population. Sur les trois pays qui ont le plus de pouvoir économique et politique (la Chine, le Vietnam et la Thaïlande), on dirait que c'est en Thaïlande que la société civile a le plus de possibilités de se manifester. Pourtant, beaucoup de leaders sociaux et les membres de la société en général n'ont pas encore suffisamment d'intérêt ou d'information quant aux effets de la quête de profits de leurs investisseurs sur les pays voisins.

Pornpana Kuaycharoen, TERRA, adresse électronique : [pornpana@terraper.org](mailto:pornpana@terraper.org)

Pour davantage d'information sur les plantations de la région veuillez visiter [www.terraper.org](http://www.terraper.org).

[index](#)

---

## **- La BAD est en train de détruire les forêts du Mékong et le climat de la planète**

Devant le siège de la conférence sur le changement climatique, à Poznań, les Amis de la Terre ont organisé ce matin une manifestation contre le financement de la Banque mondiale des centrales électriques fonctionnant au charbon. Des personnages de la Banque mondiale vêtus de noir et se déplaçant sur des échasses luttent contre des ours polaires en leur jetant des morceaux de charbon. « Voilà un exemple typique qui montre que les ONG européennes ne comprennent rien au

changement climatique », a dit quelqu'un derrière moi. J'ai appris qu'il travaillait à la Banque asiatique de développement, dans la section changement climatique. Il m'a dit que la question du changement climatique va être décidée en Inde et en Chine, où il faudrait mettre en place « des façons propres de brûler des combustibles fossiles ». Ce qu'il entendait par là c'était le captage et le stockage de carbone, et... il a admis que ce genre de technologie n'existait pas aujourd'hui.

J'ai signalé que la Banque mondiale et la BAD continuent de financer des centrales électriques au charbon, suggérant ainsi que c'étaient les banques, et non les ONG, qui « ne comprennent rien ». Il a mentionné que, l'année dernière, la BAD avait accordé un prêt de 900 millions USD pour la construction d'une centrale de ce genre au Vietnam. « Il se peut que je critique la BAD plus que vous-même », a-t-il dit.

Les discussions à Poznań ont été très centrées sur les forêts et sur leur rôle vis-à-vis de la crise du changement climatique. Les banques, les transnationales, les financiers, les gouvernements et les agences de l'ONU qui, soudain, semblent si enthousiastes sur la possibilité que les forêts sauvent la planète, ont fortement contribué à détruire ces forêts qu'ils affirment vouloir préserver.

Il y a quelques mois, le Groupe de travail de la sub-région du Grand Mékong sur l'environnement a produit une vidéo financée par la BAD. Cette vidéo intitulée 'Des forêts pour l'avenir' explique que la combustion de combustibles fossiles n'est pas le seul moyen par lequel on libère du carbone dans l'atmosphère : « Des forêts de grande valeur sont abattues pour produire du bois et du papier, pour l'élevage et l'agriculture et pour des plantations destinées à satisfaire la demande croissante d'énergie ». Pour le cas où nous aurions des doutes sur les références écologistes de la BAD, le communiqué de presse correspondant nous informe que « Les forêts jouent le rôle de poumons de notre planète et elles peuvent emmagasiner le carbone qui est émis dans l'atmosphère aujourd'hui ».

Mais les prêts de la BAD ont des conséquences graves pour les forêts de la région du Mékong qui, entre 1990 et 2000, ont rétréci de 68 000 kilomètres carrés. La BAD a financé la construction de routes qui ont permis d'accéder aux forêts et facilité l'exportation de bois. La Route 9, par exemple, qui va du port de Dong Ha au Vietnam à Savanaket au Laos, est l'une de celles que les entreprises forestières vietnamiennes utilisent pour sortir le bois du Laos, souvent de façon illégale. Cette route passe tout près de deux zones nationales de conservation de la diversité biologique. Avant d'approuver le financement du projet, la BAD avait admis que la route allait « exacerber le commerce illicite de faune et l'exportation illégale de bois ».

Les plantations sont une autre source de déboisement que la BAD finance. Au Laos, la Banque reconnaît que son Projet de plantations industrielles d'arbres a suscité et accru la pauvreté. Le projet consiste à remplacer par des plantations d'eucalyptus des forêts importantes pour la subsistance des communautés locales. Les rapports présentés par la Banque reconnaissent que « l'établissement des plantations n'a pas toujours été compatible avec le respect de l'environnement » et que « des forêts en bonne santé » avaient été transformées en plantations.

Malgré cela, la BAD a prévu un autre projet de plantation d'arbres au Laos mais elle a fini par l'annuler lorsque la question des plantations industrielles est devenue plus controversée, car la banque savait que le problème était suivi de près par les ONG, au Laos et sur le plan international.

Au Vietnam, la BAD a accordé un prêt de 33 millions USD à un projet de réhabilitation de forêts dégradées. Comme il arrive souvent, dans les déclarations de la BAD et du gouvernement on accuse les agriculteurs du déboisement, tandis que la responsabilité de l'exploitation forestière et des projets de développement destructeurs est minimisée ou passée sous silence. D'après un document de la BAD concernant le projet, l'objectif était de « réduire l'agriculture sur brûlis qui met en danger les forêts ».

La BAD est un des principaux bailleurs de fonds du programme vietnamien de 'reboisement' de 5 millions d'hectares, qui inclut l'établissement d'un million d'hectares de plantations industrielles d'arbres destinées à approvisionner l'industrie de la pâte et du papier. Un autre projet financé par la BAD, dénommé « Des forêts pour améliorer les moyens de vie dans les

Montagnes centrales », comprend 30 000 hectares de 'plantations de haut rendement', c'est-à-dire de plantations industrielles en régime de monoculture.

Dans le cadre d'une Zone spéciale pour l'exportation située sur la frontière du Laos et du Vietnam, la BAD étudie la possibilité de financer une usine de traitement de bois à Lao Bao. L'usine achèterait du bois d'eucalyptus et d'acacia au Laos et au Vietnam et produirait « des meubles livrés non montés, des particules de bois et des matériaux de construction ». Un document de la Banque sur le projet signale qu'il y a « à l'heure actuelle quelques inquiétudes au sujet de l'élargissement des zones de monoculture d'arbres au Vietnam ». Bien entendu, rien n'est dit du rôle que joue la Banque dans la promotion de ces plantations.

Il semble peu probable que les négociations de Pozna• sur le climat aboutissent à quelque chose de bon pour les gens, les forêts ou le climat lui-même. Du moment que les Nations unies ne distinguent pas les plantations des forêts, la destruction de ces dernières que finance la BAD pour ouvrir la voie aux plantations pourrait être incluse dans les programmes de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. Bien entendu, la BAD ne s'en plaindrait pas.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

## LES PLANTATIONS DANS LA RÉGION DU MÉKONG – PAR PAYS

### – Birmanie : la campagne de plantation forcée de jatrophe des militaires

En décembre 2005, le général birman Than Shwe a ordonné le lancement d'une campagne nationale de plantation de *Jatropha curcas* pour la production de biodiesel. Le pays était censé planter huit millions d'acres [3,2 millions d'hectares], soit une surface de la taille de la Belgique, en trois ans. Chaque État et division de la Birmanie, quelle que fût son étendue, devait planter au moins 500 000 acres. Dans la division de Rangoon, il fallait affecter à ces plantations 20 % des terres disponibles.

La flambée du prix du pétrole, la diminution des réserves de combustibles fossiles et l'inquiétude au sujet des émissions de gaz à effet de serre qui affectent le climat ont éperonné l'industrie des biocarburants. La production mondiale de ces carburants fabriqués avec de la biomasse ou matière végétale a doublé au cours des cinq dernières années, et il est prévu qu'elle doublera encore pendant les quatre années à venir.

La Birmanie s'est embarquée avec décision dans un programme de plantation de jatrophe, malgré la préoccupation internationale croissante que soulèvent les effets négatifs de la production de biocarburants, surtout lorsqu'elle se développe rapidement ou à grande échelle.

*Jatropha curcas* est un petit arbre ou un arbuste de la famille des euphorbiacées. Originaire du Mexique et de l'Amérique centrale, il s'est répandu dans le monde entier, où on l'utilise surtout pour faire des haies qui mettent les cultures à l'abri des animaux. Dans des conditions optimales, il peut atteindre six mètres ; il a un tronc droit, des branches épaisses et des feuilles vertes. On l'appelle « l'arbre au biodiesel » parce qu'on produit du biodiesel avec l'huile contenue dans les graines de ses fruits. Les graines de jatrophe produisent davantage d'huile par hectare que d'autres plantes oléagineuses, et l'huile de jatrophe produit cinq fois moins d'émissions de carbone que les combustibles fossiles traditionnels.

À partir de 2006, tous les secteurs de la société birmane ont été forcés de consacrer des fonds, des terres agricoles et du travail à la culture du jatrophe. Instituteurs, écoliers, agriculteurs, infirmiers et fonctionnaires ont reçu l'ordre de consacrer des heures de travail à planter des jatroches le long des routes, aux écoles, aux hôpitaux, dans les bureaux, dans les enceintes

religieuses et dans les champs où l'on plantait auparavant du riz.

*« Tous les employés de l'hôpital doivent planter du jatrophe. Nous passons la journée à arracher les mauvaises herbes. Chacun de nous est censé planter 500 plants, mais personne n'y parvient. »* (Un infirmier de l'État de Kachin)

*« Tous les élèves, de la 5<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup>, devaient semer les graines dans l'enceinte de l'école et sur le terrain de football. Notre instituteur nous a dit que c'était un ordre de la directrice. »* (Un élève de l'État de Kachin)

*« Ma jeune sœur est institutrice. Elle doit semer cette plante et faire des rapports de progrès tous les mois. Les statistiques sont un cauchemar pour elle et ses collègues. Les autorités leur ont dit qu'on ne leur paiera pas leur salaire si les plantations ne réussissent pas. »* (Un cultivateur de riz de l'État de Karenni)

Des recherches menées sur le terrain dans 32 communes de chaque État birman, lesquelles ont compris 131 interviews à des agriculteurs, des fonctionnaires et des investisseurs, révèlent que les gens ont dû payer des amendes, ont été arrêtés ou menacés de mort pour n'avoir pas atteint leurs quotas, pour avoir endommagé les plantes ou pour avoir critiqué le programme. Le nouveau phénomène des « réfugiés du jatrophe » est une conséquence des exigences excessives en matière de terres et de travail : en avril 2008, près de 800 personnes avaient déjà quitté l'État de Shan, dans le Sud, pour s'enfuir en Thaïlande.

*« En 2004, il y avait dans mon village plus de 800 habitants répartis en 240 familles. À présent, il y a 130 personnes et 40 familles. Depuis 2004, quatre-vingts pour cent des habitants de mon village se sont enfuis en Thaïlande à cause du SPDC [Conseil de paix et développement de l'État]. »* (Un chef de village de l'État de Shan)

Le jatrophe pouvant pousser sur des sols à faible rendement, il n'a pas forcément besoin de concurrencer les produits agricoles. Pourtant, la campagne birmane pour le jatrophe est en train de menacer la sécurité alimentaire des paysans. Premièrement, cet arbre est cultivé dans des champs agricoles et des jardins domestiques, où il concurrence directement les cultures vivrières pour le sol et l'eau. Deuxièmement, la confiscation et l'affectation au jatrophe de terres proches des centres peuplés oblige les agriculteurs à chercher d'autres terres cultivables éloignées de leurs foyers, ce qui diminue la productivité et exerce de nouvelles pressions sur l'environnement. Troisièmement, du fait qu'on leur exige de quitter leurs propres champs pour établir et entretenir des plantations de jatrophe, les agriculteurs disposent de moins de temps pour s'occuper de leurs propres cultures. Certains disent même que les cultures ne poussent pas bien quand elles sont trop près des jatrophières.

*« Nous avons 47 villages dans notre commune. Dans chaque village, chaque famille doit cultiver une demi-acre de jatrophe, de sorte qu'elles perdent une partie de leurs rizières. »* (Un fonctionnaire de l'État de Karenni)

Dans toute la Birmanie, les villageois sont forcés de « contribuer par du travail volontaire » à la plantation de jatrophe dans des parcelles et le long des routes, à raison d'une personne par famille. Ils doivent apporter leur nourriture et leurs outils et ils sont victimes de représailles s'ils refusent d'y aller. Quand ils ne peuvent pas s'y rendre, le plus souvent ils doivent payer quelqu'un d'autre qui les remplace.

*« Dans notre village, un membre de chaque maisonnée doit aller planter du jatrophe. Les leaders communautaires ont dit que ceux qui ne le feraient pas devraient payer une amende. J'ai dû abandonner mon propre travail à la ferme pour aller travailler là-bas. Les personnes âgées qui ne pouvaient pas y aller ont envoyé leurs petits-enfants. Nous devons semer les plantes en rangées droites à mesure qu'ils installaient les bâtons. Avant de planter, nous devons arracher les buissons et les lianes pour préparer le terrain. »* (Un paysan de l'État de Mon)

*« Les leaders du village m'ont appelé et m'ont dit qu'ils allaient m'appliquer une amende de 3 000 kyat (2,50 USD) si je ne me présentais pas. Nous avons dû planter pendant toute la journée et apporter notre repas de la maison. »* (Un

paysan des hautes terres de l'État de Kachin) [Pour donner une idée de l'importance de l'amende, disons que le salaire journalier moyen est de 1 500 kyat]

Le travail forcé est utilisé non seulement pour la plantation des jatrophiés mais pour la construction des huileries. Le 3 août 2007, la brigade d'infanterie 524 a convoqué les résidents et les a obligés à défricher le terrain le long de l'autoroute, du village de Kali à celui de Ta Kaw, dans l'État de Shan, où allait être construite une usine de fabrication d'huile de jatrophié. Les villageois devaient apporter le carburant pour les tondeuses mais, en plus, l'armée leur a fait payer de l'argent pour en acheter.

Cependant, les villageois trouvent des moyens de contourner ou de défier les ordres. Un haut fonctionnaire de l'État de Karenni a reconnu que de nombreuses personnes refusaient de planter ces arbres. Certains achetaient les plants mais ne les plantaient pas, d'autres en plantaient moins que prévu. Les panneaux faisant la promotion du jatrophié avaient été vandalisés.

Les villageois profitent aussi de l'incapacité des autorités à surveiller certaines zones. Un agriculteur de l'État de Mon a expliqué : « *Comme notre circonscription n'est pas proche des routes principales, beaucoup de personnes ne sèment pas les plantes.* »

L'agriculture est le pilier de la société et de l'économie birmanes. Les politiques qui affectent ce secteur devraient être considérées avec soin et mises en œuvre avec précaution. Les leaders et les chercheurs du monde sont en train de dire la même chose à propos des initiatives concernant les biocarburants. Pourtant, la dictature birmane force imprudemment dans une campagne de plantation de jatrophié d'un volume sans précédent. Non seulement le programme donne des signes d'échec, il menace en plus les moyens de vie des paysans.

Pour mettre en œuvre un processus de développement meilleur, il faut veiller à respecter le droit de la population de gérer les ressources naturelles et de participer à la prise de décisions concernant les projets de développement durable. Les politiques agricoles doivent garantir les droits fonciers et la sécurité humaine et permettre aux communautés de gérer leurs propres ressources naturelles. Les droits des femmes et des peuples autochtones doivent être respectés.

Extrait et adapté du rapport : "Biofuels by Decree. Unmasking Burma's bio-energy fiasco", publié en mai 2008 par le Forum pour le développement des communautés ethniques (ECDF), adresse électronique : [unitedecdf@gmail.com](mailto:unitedecdf@gmail.com). Version intégrale du rapport (en anglais) : [http://www.terraper.org/file\\_upload/BiofuelbyDecree.pdf](http://www.terraper.org/file_upload/BiofuelbyDecree.pdf).

[index](#)

---

## **– Cambodge : les plantations en régime de monoculture créent des conflits fonciers**

Si vous demandez à n'importe quel Cambodgien quel est d'après lui le fondement de la société et de la vie au Cambodge, sa réponse sera probablement « la terre ». La terre est le moyen d'existence mais elle est considérée aussi par tous comme un symbole d'enracinement, d'appartenance et de stabilité, et comme la base de l'organisation sociale du pays. L'attachement d'une famille à son morceau de terre a un sens particulier dans une société qui, pendant les cent dernières années, a subi des périodes successives de guerre et de guerre civile, des déplacements massifs, la collectivisation forcée et le génocide, et finalement une économie de marché capitaliste et non réglementée.

Plus de 80 % de la population du pays habitent en milieu rural. La terre cambodgienne permet autant l'agriculture sédentaire que la culture itinérante mais, quel que soit le système choisi, les communautés rurales dépendent fortement des forêts avoisinantes et des étendues d'eau où elles trouvent des aliments et des produits forestiers non ligneux pour la consommation familiale et pour la vente. Dans n'importe quel village, les plus pauvres sont ceux qui n'ont pas de terre ; le fait de n'avoir pas de terres cultivables ou de moyens pour en acheter peut être considéré comme un indicateur sûr de pauvreté

dans le pays.

Dans les années 1960, on estimait que 73 % du territoire cambodgien étaient couverts de forêts, et les communautés rurales pouvaient en défricher quand ils avaient besoin de davantage de terres cultivées, sans conséquences significatives pour l'environnement. La terre n'était pas commercialisée, il n'y avait pas de marché immobilier formel et ceux qui utilisaient la terre déterminaient à qui elle appartenait et en avaient le contrôle. Dans les années 1990, le Cambodge a été catapulté vers l'économie de libre-échange, des régimes de propriété privée ont commencé à définir l'usage et la propriété de la terre, et un marché immobilier non réglementé a commencé à prendre de l'essor.

À présent, le manque de terre et les inégalités en matière de propriété foncière sont en train de se multiplier chez les communautés rurales et urbaines. Le manque de terre est plus fréquent chez les familles dont le chef est une femme que dans celles dont le chef est un homme. À cela s'ajoute le nombre croissant des « presque sans terre », ceux qui ont des parcelles trop petites pour pouvoir en vivre. Depuis plus d'une décennie, de grandes étendues ont été transférées à des entreprises privées sous forme de concessions économiques, c'est-à-dire des contrats d'exploitation de la terre entre le gouvernement et des entités privées, surtout pour la sylviculture industrielle et l'agriculture, l'extraction minière, l'exploration pétrolière, la pêche et le tourisme. Bien que ce système de concessions soit né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle sous le régime coloniale français (surtout pour la production de caoutchouc), il a pris un nouvel essor au début des années 1990, lorsque le Gouvernement royal du Cambodge a commencé à accorder des concessions à des entreprises privées, soi-disant pour stimuler l'activité privée, augmenter le revenu national et diminuer la pauvreté en milieu rural. On estime que, vers la fin des années 1990, plus d'un tiers des communautés rurales du pays avaient été privées de leurs terres à cause des concessions forestières et foncières.

Les concessions économiques incluent des plantations industrielles d'arbres dont les principaux sont l'hévéa, le pin, l'acacia, le palmier à huile, le teck, le cocotier et l'eucalyptus, mais aussi des plantations agro-industrielles de cultures commerciales. Les investisseurs ont des droits exclusifs pendant 99 ans sur les terres en concession. Dans certaines zones, les communautés ont été expulsées pour faire place aux plantations et les entreprises ont rasé au bulldozer les forêts dont la population dépendait pour sa subsistance. Les résidents des villages voisins des concessions dans les provinces de Kratie, Stung Treng et Mondulhiri (parmi d'autres) ont dénoncé qu'on ne leur permettait pas d'utiliser les forêts ni les soi-disant « terres en friche » comprises à présent dans les concessions, en dépit du fait que ces terres avaient été gérées par eux pendant des générations, qu'elles hébergeaient des sites spirituels et sacrés et qu'elles étaient pour eux une source indispensable d'aliments et de revenus. Les communautés adjacentes à de nombreuses concessions disent aussi que les entreprises ont élargi les superficies prévues dans les contrats et envahi les terres villageoises et communales.

Dans ces terres on plante certaines espèces d'arbres ou de produits agricoles en régime de monoculture. La culture répétée d'une même espèce en cycles rapprochés exige l'usage intensif d'engrais, de pesticides et d'herbicides chimiques, qui filtrent à travers le sol et parviennent à la nappe phréatique, réduisent la fertilité des zones environnantes, contaminent le sol et provoquent des maladies chez les habitants des villages. Les plantations d'eucalyptus ont provoqué l'aridité, elles ont épuisé l'humidité et les nutriments du sol, elles ont contribué à faire baisser le niveau de l'eau souterraine et à assécher les rivières. Le lac de Tonle Sap, dans le Nord-Ouest du Cambodge, est l'un des écosystèmes d'eau douce les plus importants du pays, et sa diversité biologique aquatique fait vivre des millions de Cambodgiens. Cet écosystème est menacé par les déversements de toxines et de produits chimiques des usines de pâte, qui s'écoulent dans le lac. À Koh Kong et dans d'autres zones peuplées d'arbres à feuilles caduques, la monoculture d'acacias et de pins détruit les frayères dans les forêts qui s'inondent pendant la mousson.

Les dégâts économiques et écologiques s'accompagnent de violations des droits de l'homme. Quand ils essaient d'entrer dans les zones communales ou qu'ils protestent contre leur invasion, les villageois sont constamment intimidés par les gardes de sécurité armés engagés par les concessionnaires. À beaucoup d'endroits, les interventions des gardes armés se sont soldées par des violences, des blessures ou la mort des résidents. Dans de nombreuses régions (Pursat, Stung Treng, Kompong Speu, Mondulhiri, Koh Kong...) les communautés se sont organisées pour protester contre la perte de leurs terres

et leurs ressources naturelles et contre les actions des concessionnaires. Elles se sont adressées aux autorités locales, provinciales et nationales pour leur demander de l'aide mais, malheureusement, elles n'ont pas reçu de réponse. Au contraire, les fonctionnaires publics ont eu tendance à favoriser les entreprises et ont essayé d'intimider les villageois pour qu'ils arrêtent de se plaindre.

Les pauvres de la campagne cambodgienne ont peu profité de la croissance économique du pays. Non seulement la pauvreté n'a pas été atténuée, au contraire, de plus en plus de personnes s'appauvrissent et deviennent économiquement vulnérables. La destruction de la diversité biologique et la perte de l'accès aux produits forestiers, au poisson et à d'autres produits aquatiques compromettent gravement la sécurité alimentaire. L'exode vers les centres urbains est en train d'augmenter, surtout vers Phnom Penh, mais ceux qui vont dans les villes n'y trouvent pas de travail ni d'abri ; beaucoup vivent dans la rue ou dans des quartiers de squatters, où ils restent vulnérables à de nouvelles expulsions.

Dans le monde développé, le Cambodge est considéré comme un pays sorti des conflits et traversant une période de paix, de stabilité et de développement économique et social, ce qui, dans la langue de l'establishment, veut dire que le pays n'est pas en guerre et qu'il a adopté un ensemble de mesures économiques destinées à faciliter le capitalisme de marché. Pourtant, la multiplication des conflits fonciers et du nombre des communautés privées de leurs terres et ressources peut difficilement être considérée comme un indicateur de paix, de stabilité ou de bien-être.

Extrait de : "Land and Natural Resource Alienation in Cambodia", Shalmali Guttal, [s.guttal@focusweb.org](mailto:s.guttal@focusweb.org), Focus on the Global South, décembre 2006. Le document complet est disponible sur : <http://focusweb.org/land-and-natural-resource-alienation-in-cambodia.html>.

[index](#)

---

## **- Tentatives de réglementation des plantations agro-industrielles au Cambodge**

Après que toutes les concessions d'aménagement forestier ont été suspendues en 2002, le gouvernement du Cambodge a commencé à accorder des concessions de terres à des entreprises privées, surtout pour le développement de cultures agro-industrielles telles que le riz, le manioc, le caoutchouc, l'acacia et les plantes destinées à la production d'agrocarburants. L'objectif de ces plantations est non seulement de générer des revenus pour le pays et de développer l'activité agricole intensive, mais d'atténuer la pauvreté en créant des possibilités d'emploi local. Pourtant, on a vu dès le début que ces plantations à grande échelle n'atteignaient pas les résultats escomptés, de sorte que le gouvernement a reçu des pressions pour que leurs opérations soient mieux réglementées et supervisées.

Le cadre juridique qui régit les concessions économiques de terres (CET) est constitué par la Loi foncière de 2001 et par le décret subsidiaire de 2005 sur les CET. Il comprend des conditions pour la mise en place et le suivi des opérations, des dispositions concernant la protection des droits des communautés établies près des plantations et des mesures pour éviter les impacts écologiques. Il prévoit aussi des sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas ces exigences. Néanmoins, de nombreuses concessions ont été accordées en violation de cette législation ; elles ont eu de graves conséquences pour les communautés locales et n'ont pas produit les bénéfices économiques promis [1].

Ces problèmes ont découlé en partie du manque de transparence du processus de passation des contrats et de l'absence de responsabilité des entreprises une fois les opérations lancées. Sous les pressions des donateurs et de la société civile, le gouvernement du Cambodge a convenu, en juin 2007, d'établir et d'actualiser régulièrement un registre public des CET de tout le pays. Ce registre, dont le but est de divulguer les informations concernant la propriété, l'emplacement, le statut et les opérations de chaque concessionnaire, fait partie du site web du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche. En outre, le gouvernement a promis de revoir un petit nombre de concessions qui avaient été accordées sans respecter la superficie maximale de 10 000 ha, et de veiller de plus près à ce que les entreprises fonctionnent de conformité avec la

législation cambodgienne.

Or, une étude faite par des ONG qui s'occupent des questions foncières et de la gestion des ressources naturelles a trouvé que, en novembre 2008, ces mesures pour améliorer la transparence et la responsabilité avaient eu des résultats très décevants [2]. Le registre public n'avait pas été régulièrement mis à jour, en particulier les informations concernant les concessions autorisées à l'échelon provincial. Il y a des contradictions dans les renseignements donnés, entre les différentes sections du site mais aussi par rapport aux informations divulguées par d'autres agences gouvernementales. En outre, le gouvernement a eu l'idée de tenir ce 'registre public' en anglais et sur l'internet, de sorte qu'il est inaccessible à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les communautés affectées par les plantations. Pour être vraiment 'public', le registre devrait être rédigé en langue khmer et en un format non électronique.

D'après les ONG, les progrès dans l'amélioration des opérations sur le terrain ont été encore moins satisfaisants. Sur les neuf CET qui, d'après le registre public, dépassent les dimensions légalement permises, deux seulement ont été réduites à ce jour. Trois autres entreprises refusent de renégocier leurs contrats. Cependant, le gouvernement a continué d'accorder des CET qui dépassent les dimensions maximales. En avril 2008, Kenertec Co. Ltd, une entreprise sud-coréenne, a obtenu une concession six fois plus large que la limite légale, pour la production et le traitement d'agrocarburants. En septembre 2008, le gouverneur de la province de Stung Treng a publiquement approuvé l'intention de la Greensea Industry Company Ltd d'élargir la production d'agrocarburants dans sa concession, qui est plus de dix fois plus étendue que le maximum légal.

Les ONG qui s'occupent des questions foncières et des ressources naturelles ne cessent de recevoir des plaintes des communautés locales au sujet des entreprises CET qui violent les lois et des agences du gouvernement royal du Cambodge qui ne les pénalisent pas. Les contrats sont signés avant que la terre ait été légalement enregistrée, de sorte que beaucoup de concessions incluent des terres qui appartiennent formellement aux agriculteurs de la zone. Les ONG ne connaissent aucun cas où les entreprises aient consulté de façon appropriée les communautés locales ou fait une évaluation d'impact environnemental et social complète avant l'octroi de la concession.

Beaucoup de CET violent les dispositions du cadre juridique cambodgien, qui garantit aux peuples autochtones l'usage traditionnel des forêts et protège leurs terres communales. Une entreprise qui avait présenté une demande pour une plantation de 10 000 ha de caoutchoutiers dans la province de Mondulhiri serait en train d'obliger la population autochtone d'une commune voisine à lui 'louer' ses terres pendant 99 ans pour une somme allant de 25 à 250 \$ [3]. Certains membres de la communauté ont même rapporté qu'ils avaient été forcés de vendre leur terre à l'entreprise pour cette somme. Les transactions auraient été arrangées par des agents de police de la zone, qui auraient dit aux villageois que s'ils n'acceptaient pas cette offre l'entreprise allait prendre la terre quand même. Il ne s'agit pas d'un cas isolé : partout dans le pays on trouve des cas d'intimidation de la population locale.

Avant la réunion annuelle du gouvernement du Cambodge avec ses donateurs, les ONG ont compilé les recommandations suivantes concernant les changements à introduire au cours des 12 prochains mois pour améliorer vraiment la transparence et la responsabilité de l'administration des plantations industrielles :

- Mettre à jour tous les trois mois le registre public et divulguer ces informations en langue khmer au niveau local à l'intention des communautés affectées par les CET ;
- annuler toutes les concessions qui n'ont pas rempli les conditions établies dans le décret subsidiaire (qui dit que, avant d'accorder une concession, il faut avoir enregistré la terre, fait une évaluation d'impact environnemental et social et des consultations publiques, et réglé les problèmes de réinstallation) ;
- clarifier les conditions légales dans lesquelles pourront continuer de fonctionner les trois CET qui dépassent la taille maximale et divulguer toute l'information concernant les procédures de révision, en particulier les résultats des consultations publiques des communautés affectées. Veiller à ce que ces CET ne continuent pas d'avancer avant que ces problèmes aient été résolus.

La société civile cambodgienne a déjà profité dans le passé de ces rencontres du gouvernement avec les donateurs pour influencer sur les décisions. Néanmoins, les rapports entre le gouvernement et les donateurs ont changé par suite des nouveaux accords bilatéraux d'assistance entre le Cambodge et ses voisins de la région. Le problème pour les ONG qui s'inquiètent de la gestion future des terres et des ressources naturelles est de trouver la manière de contacter ces 'nouveaux donateurs' tout en maintenant leurs rapports avec les donateurs traditionnels et en créant en même temps des espaces de dialogue avec les concessionnaires eux-mêmes.

Megan MacInnes, conseillère du programme Terre et Moyens de vie, The NGO Forum on Cambodia, adresse électronique : [megan@ngoforum.org.kh](mailto:megan@ngoforum.org.kh)

[1] NGO Forum (2005) : "Fastwood Concessions: Economic Concessions and Local Livelihoods in Cambodia", enquêtes sur le terrain dans les provinces de Koh Kong, Kampong Speu, Pursat, Monduliri, Prey Veng et Svay Rieng. Environmental Forum Core Team, Phnom Penh, août 2005; UN-OHCHR (2007) : "Economic Land Concessions in Cambodia: a human rights perspective". Bureau cambodgien du Haut Commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU ; NGO Forum (2007): "NGO Position Papers on Cambodia's Development in 2006: monitoring of Joint Monitoring Indicators and Implementation of National Strategic Development Plan 2006-2010". Phnom Penh, juin 2007.

[2] NGO Forum (2008) : "NGO Position Papers on Cambodia's Development in 2007-08: monitoring of 2007 CDCF Joint Monitoring Indicators and the National Strategic Development Plan 2006-2010". Phnom Penh, novembre 2008.

[3] Diokno, M. (2008) : "The Importance of Community: issues and Perceptions of Land ownership and Future Options in 5 Communes in Monduliri Province, Cambodia". NTFP-Exchange Programme et NGO Forum on Cambodia, Phnom Penh, octobre 2008.

[index](#)

---

## **– Chine : un cercle vicieux fait de plantations d'arbres, d'arbres GM, d'usines de pâte et de surconsommation de papier**

Le marché chinois de la pâte et du papier est celui qui croît le plus vite au monde. Bien que la consommation de papier par personne représente moins de dix pour cent de celle des États-Unis, la Chine consomme 14 % de la production mondiale de papier. Jaakko Pöry avait estimé que cette consommation augmenterait de 4,4 % par an entre 2000 et 2015. La plupart de ce papier est destiné au conditionnement de produits pour l'exportation, de sorte que la consommation réelle des habitants est en fait bien plus faible.

Une telle croissance a un prix : grâce aux conseils et à l'argent de la Banque mondiale, une grande industrie papetière polluante s'est développée, qui consomme de grands volumes d'eau, emploie peu de personnes et dépend de vastes étendues de plantations en régime de monoculture pour s'approvisionner en matière première. La technologie moderne remplace l'ancienne industrie papetière qui, quoique polluante, avait un certain nombre d'aspects positifs : elle opérait à petite échelle, utilisait des matières premières non ligneuses telles que les résidus du riz et du blé, employait un grand nombre de personnes et faisait vivre des millions d'agriculteurs pour lesquels la vente de paille de blé aux papeteries locales était une source de revenus importante. [Cf. Bulletin n° 83 du WRM]

Une mauvaise nouvelle pour les plus faibles mais qui rapportera gros aux sociétés conseil, aux fournisseurs d'équipement et aux entreprises papetières qui constituent l'industrie mondiale de la pâte et du papier : le géant suédois et finlandais Stora Enso a annoncé qu'il allait faire passer la capacité de son usine de Suzhou de 160 000 à 240 000 tonnes par an. Stora Enso possède des plantations d'eucalyptus dans la province de Guangxi, dans le Sud de la Chine. L'usine de Changshu de l'entreprise finlandaise UPM Kymmene, qui a commencé à fonctionner en 1999, produit aujourd'hui 800 000 tonnes de papier par an avec de la pâte importée de l'Indonésie. L'entreprise indonésienne Asia Pulp & Paper prévoit de construire une usine

de pâte et de papier de 600 000 tonnes à Qinzhou, dans la province de Guangxi, alimentée par les plantations que possède l'entreprise dans le Sud de la Chine. APP pense établir 600 000 hectares de plantations dans le pays. La plus grande papeterie japonaise, Oji Paper, prévoit d'y faire des plantations d'arbres à croissance rapide sur 200 000 hectares.

L'accroissement de la capacité de production de pâte et de papier requiert davantage de ces plantations industrielles d'arbres dont les nombreuses conséquences négatives pour la société et l'environnement sont bien documentées. Le but est la consommation et, pour que l'industrie soit profitable, des besoins artificiels de produits en papier 'indispensables' sont créés : sacs, brochures, cartes d'entreprise, catalogues, éponges en cellulose, papier à cigarette, enveloppes intérieure des paquets de cigarettes, étiquettes pour vêtements, emballages de luxe pour cosmétiques, papier démaquillant, sachets pour fast-food, emballages pour cadeau, serviettes à main, serviettes de cuisine, tickets de loterie, menus, sacs pour aliments pour animaux et tant d'autres (comme on peut voir sur la longue liste d'articles que propose l'entreprise Sappi sur <http://www.sappi.com/SappiWeb/Home+Page>).

Le gouvernement chinois entend couvrir de plantations industrielles d'arbres, entre 2001 et 2015, près de 6 millions d'hectares, apparemment pour compenser le déboisement pratiqué pendant des décennies, qui a laissé la Chine confrontée à de graves problèmes écologiques, et notamment des sécheresses et des inondations meurtrières. Or, le soi-disant 'plan de reboisement' implique en fait la monoculture d'arbres et même d'arbres GM. Chris Lang a rapporté les paroles de Wang Lida, Han Yifan et Hu Jianjun, de l'Académie chinoise de foresterie [cf. bulletin n° 35 du WRM], qui ont écrit : « Le premier pas consiste à faire des plantations en utilisant des essences à croissance rapide, comme le peuplier et le mélèze ». Bien que la plantation de peupliers vise au départ à éviter l'érosion du sol, ces arbres peuvent très bien finir par servir de matière première à l'industrie de la pâte et du papier.

La Chine a reçu des fonds d'Occident, autant pour planter des arbres que pour faire des recherches en arbres GM. Depuis 1980, la Banque mondiale lui a prêté plus de 600 millions USD pour la création de plantations. D'après le résumé d'un rapport de la FAO de 2006 rédigé par Nicholas Wheeler, « Dans le monde, il existe dans 16 pays plus de 210 d'essais en plein champ d'arbres génétiquement modifiés » mais « seule la Chine a annoncé l'autorisation de commercialiser des arbres GM (environ 1,4 million de plantes sur 300-500 ha en 2002) ». [1]

À la fin des années 1990, les premiers essais en plein champ d'arbres GM ont été faits dans le bassin supérieur du fleuve Jaune et du Yangtsé et dans la province de Xinjiang, dans le Nord-Ouest aride. En 2002, l'Administration forestière chinoise a autorisé la culture des premiers peupliers Bt à des fins commerciales.

Deux clones de peupliers GM – *Populus nigra* et *Populus hybrid* – ont été développés et dénommés Peuplier-12 et Peuplier-741. D'après des fonctionnaires de l'Académie chinoise de foresterie, « les deux espèces commercialisées sont des peupliers femelles à la fertilité altérée ». Les transformations génétiques avaient pour but de rendre les arbres résistants aux ravageurs du feuillage (Bt) et de modifier les propriétés du bois.

D'après un article de Katie Shafley, « Les arbres qui possèdent davantage de Bt stimulent la sélection 'naturelle' des insectes les plus résistants au pesticide BT. Cela provoque à son tour le besoin d'appliquer davantage de pesticides qui risquent de tuer par accident des espèces non visées ». [2] Dans le cas des arbres GM, le risque de contamination est grave, préviennent les chercheurs de l'Académie chinoise de foresterie : Huoran Wang a affirmé sans détours dans un rapport de 2004 pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture que « on a planté des peupliers sur des étendues si grandes dans le Nord de la Chine que la dispersion du pollen et des graines ne peut pas être évitée », et qu'il est « presque impossible » de maintenir des « distances d'isolement » entre les peupliers GM et non GM. [3] L'Institut des sciences environnementales de Nanjing a déjà trouvé à Xinjiang des gènes de peupliers GM dans des variétés naturelles. [4]

Les pays occidentaux se sont montrés très bien disposés à aider la Chine à développer des arbres GM : Le Projet des Nations unies pour le développement a donné 1,8 million USD pour un projet de la FAO concernant des peupliers GM, qui

incluait la formation, le transfert de technologie et l'équipement de laboratoire ; le Centre fédéral allemand de recherches en foresterie et produits forestiers de Waldsieversdorf a maintenu des rapports étroits avec les chercheurs forestiers chinois qui s'occupent d'arbres GM et il a accueilli le scientifique chinois Hu Jianjun. L'Académie chinoise de foresterie et l'Université Hebei de Baoding jouent un rôle crucial dans le développement des peupliers Bt et se sont chargées des recherches. [5]

La Loi de biosécurité sur les OGM en agriculture, adoptée par le Conseil de l'État en mai 2001, régleme les organismes génétiquement modifiés en Chine. Pourtant, aucune réglementation ne concerne spécifiquement les arbres GM et la décision sur l'approbation de la commercialisation de ces arbres dépend d'un groupe d'experts nommés par l'Administration forestière étatique. Selon les déclarations de Xue Dayuan, de l'Institut des sciences environnementales de Nanjing, l'Administration de la sécurité des OGM du ministère de l'Agriculture n'a aucun contrôle sur les arbres GM parce que ceux-ci ne sont pas classés comme produits agricoles. Les plantations d'arbres sont supervisées par le Service forestier étatique, mais celui-ci ne possède pas un système de permis comme celui du ministère. [6]

« Il n'est pas possible d'évaluer l'étendue exacte des plantations GM en raison de la facilité de la propagation et de la commercialisation des arbres GM et de la difficulté de distinguer du point de vue morphologique les arbres GM des arbres non GM », dit Huoran Wang dans le rapport de la FAO. « De nombreux matériels sont transportés d'une pépinière à une autre et il est difficile de suivre leur trace. »

L'augmentation de la surconsommation de papier provoque une énorme expansion des plantations industrielles d'arbres à pâte. La croissance rapide des arbres des plantations est obtenue aux dépens du sol, de l'eau, de la diversité biologique et des moyens de vie des communautés locales. Le besoin d'augmenter la rentabilité rend nécessaire l'augmentation de la productivité, ce qui aboutit à son tour à la plantation d'arbres GM dangereux pour approvisionner des usines de pâte de plus en plus grandes. Ce cercle vicieux ne peut mener qu'à la destruction.

[1] Résumé par Nicholas Wheeler du document de la FAO, <http://www.fao.org/docrep/008/ae574e/AE574E03.htm>.

[2] "The New Chainsaw. Genetically engineered trees are the new threat to Canada's forests", Katie Shafley, [http://www.dominionpaper.ca/author/katie\\_shafley](http://www.dominionpaper.ca/author/katie_shafley).

[3] "The state of genetically modified forest trees in China", Huoran Wang – Académie chinoise de foresterie, Pékin, rapport de la FAO, <http://www.fao.org/docrep/008/ae574e/AE574E08.htm>.

[4] "China's GM trees get lost in bureaucracy", Fred Pearce, New Scientist, <http://www.newscientist.com/article/dn6402-chinas-gm-trees-get-lost-in-bureaucracy.html>.

[5] "Cultivation of Bt poplars in China", GMO Safety, <http://www.gmo-safety.eu/en/wood/poplar/325.docu.html>.

[6] Op. cit. 4.

[index](#)

## **– Laos : les moyens d'existence en milieu rural sont vulnérables à l'expansion des investissements en plantations de caoutchouc**

L'investissement étranger en plantations commerciales d'arbres a brusquement augmenté au Laos entre 2004 et 2006. La plantation à grande échelle est encouragée grâce au système des grandes concessions de terres étatiques. À l'heure actuelle, 167 000 ha ont été transférés à des entreprises privées dans le Sud et le Centre du pays. Le caoutchouc occupe 48 % de cette surface (80 000 ha), tandis que 28 % (46 600 ha) sont affectés à l'eucalyptus. Cependant, les plantations de caoutchouc dans tout le pays occupent à présent 182 900 ha (d'après le ministère de l'Industrie et du Commerce et la Direction de la gestion des terres de la province de Champasak).

L'expansion de l'industrie du caoutchouc au Laos est directement liée à la croissance de l'industrie automobile chinoise. La Chine est devenue le plus grand consommateur de caoutchouc du monde. Les entreprises chinoises ont élargi leurs plantations de caoutchouc au Laos, en particulier dans la région du Nord où les deux pays ont une frontière commune, surtout au moyen de contrats avec les agriculteurs. En général, le commerçant ou l'entreprise chinoise fournissent le capital et les plantes et achètent la production aux agriculteurs, tandis que ceux-ci fournissent la terre et la main-d'œuvre, mais ces conditions peuvent varier beaucoup. Les entreprises vietnamiennes et thaïlandaises ont elles aussi beaucoup investi dans le caoutchouc, surtout dans le Sud et le centre du pays. Ces entreprises ont obtenu des terres par le système des concessions. À présent, il y a cinq entreprises vietnamiennes dans la région du Sud, dont quatre appartiennent au groupe industriel du caoutchouc vietnamien (Viet-Lao, Dau Tieng, Quang Minh et Quasa Geruco), et la cinquième est une entreprise étatique dénommée Groupe DakLak. Au total, la superficie où elles ont été autorisées à planter des hévéas est de 42 050 hectares.

### ***Perte de terres et compensation insuffisante***

Les concessions des trois entreprises vietnamiennes pour la plantation de caoutchouc ont fait perdre presque toutes leurs terres agricoles à ceux qui habitaient dans la zone concernée. Seules les rizières, qui étaient relativement peu nombreuses, et la zone d'habitation y ont échappé. La plupart des terres que comprennent les concessions sont des champs cultivables.

Certains paysans ont manifesté leur confusion et leur frustration face à la perte de terres. L'un d'eux a expliqué : *« Au départ, les gens ne comprenaient pas ce que c'était qu'une concession. Les autorités du village et les hautes autorités sont venues expliquer les bénéfices que les paysans allaient obtenir. Par exemple, elles ont dit qu'ils allaient avoir du travail chez les entreprises et recevoir un salaire mensuel. Tout le territoire de notre village se trouve dans la concession. Ce n'était pas la peine de dire si nous étions d'accord ou non, parce que la concession est conforme à la politique nationale du gouvernement »*. Un autre a dit : *« Quelques-uns n'avaient qu'un ou deux hectares, qu'ils ont dû donner aux entreprises. Après cela ils n'avaient plus rien, de sorte qu'ils n'avaient pas de riz pour manger. S'ils dépendent de l'entreprise ils ne vont pas survivre »*.

En général, ceux qui ont perdu leurs terres ont été indemnisés, mais il y a eu plusieurs exceptions et les indemnités étaient extrêmement faibles. Le décret sur les compensations exigeait la réalisation de rapports à ce sujet, mais ils n'ont pas été faits. Certaines entreprises ont payé une compensation uniquement pour la récolte perdue, d'autres ont compté ensemble la terre et les cultures, d'autres encore n'ont payé que pour la terre. Cela dépendait beaucoup de la capacité de négociation de chaque paysan, qui variait beaucoup d'une personne à l'autre. En moyenne, les familles interviewées ont reçu pour leurs pertes une indemnité d'environ 1,5 million de kip (150 USD) chacune.

Dans quelques villages, pour les champs de culture itinérante on a payé entre 500 000 et 1 000 000 de kips par hectare (50-100 USD), mais dans d'autres il n'y a pas eu de compensation. Les arachides que l'on cultive souvent dans les jachères n'ont pas été compensées. Pour les arbres comme le teck, la compensation est allée de 500 à 5 000 kips chacun (0,05-0,50 USD), suivant le type et l'âge de l'arbre. Les pertes concernant les produits que les paysans n'avaient pas plantés eux-mêmes n'ont pas été comptabilisées. Par exemple, l'herbe à balais (*ya kha*), qu'ils récoltent pour la vente, ou les produits alimentaires et les pâturages des *pa khome* (forêts claires de diptérocarpacées). Les familles qui ont des jardins d'herbe à balais gagnent habituellement près de 1,6 million de kips par an chacune, rien qu'en vendant du *ya kha*.

### ***La subsistance en danger***

Les moyens d'existence des villageois qui ont perdu leurs terres ont changé. Après avoir gagné leur vie grâce à la culture itinérante, à l'agriculture, à l'élevage de bétail et de buffles et à la cueillette dans les forêts de *pa khome*, ils dépendent maintenant du travail à l'entreprise pour gagner de quoi acheter du riz pour manger. Ils ont dû vendre presque tout le bétail et les buffles qu'ils élevaient pour le travail des champs et pour la viande.

Sur un échantillon de 189 interviewés de 6 villages, on a trouvé que ceux qui cultivaient assez de riz pour manger pendant 11

ou 12 mois de l'année étaient passés de 4 sur 5 en 2003 à 1 sur 5 en 2007. On a constaté une forte augmentation du nombre de mois sans riz cultivé chez soi, et du nombre de familles qui n'avaient pas eu de riz à manger en 2007.

Si l'entreprise caoutchoutière ne les embauche pas, ceux qui ont perdu leur terre ont peu d'employeurs alternatifs vers lesquels se tourner. Ils deviennent dépendants d'une seule source de revenus, ce qui les rend plus vulnérables que lorsqu'ils avaient des moyens de vie diversifiés. La plupart des paysans sont engagés comme journaliers plutôt que comme personnel permanent. Les salaires varient d'une entreprise à l'autre mais, en général, ils se situent entre 2 et 2,5 USD par jour. Le nombre de journées de travail par an chez les travailleurs non permanents interviewés avait représenté en moyenne un quart de l'année.

La demande de main-d'œuvre est forte la première année, mais il y a peu de travail par la suite jusqu'au moment de la récolte. Les salaires des travailleurs permanents sont irréguliers et ils tendent à diminuer après la première année. Souvent, ces travailleurs ne savent pas combien ils gagnent jusqu'au moment de recevoir leur salaire mensuel.

Dans certains villages, l'entreprise a renvoyé tous les travailleurs permanents, sous prétexte qu'ils n'étaient pas efficaces, et elle en a embauché d'autres venus d'ailleurs, en faisant appel à des intermédiaires. Un fonctionnaire provincial de la Direction de la gestion des terres a commenté : « *Les paysans ne savent pas ce que l'avenir leur réserve, maintenant que leurs terres ont été données en concession. Que vont faire leurs enfants et leurs petits-enfants ? Les personnes âgées n'ont pas de force pour travailler, que vont-elles faire ? Si le prix du caoutchouc s'effondre, quelle en sera la conséquence ?* »

## Conclusions

La stratégie forestière du Laos favorise l'expansion des plantations commerciales d'arbres jusqu'en 2020, mais le pays n'a pas de stratégie générale concernant l'ensemble des ressources foncières. La promotion des plantations industrielles d'arbres semble plus importante que la préservation des zones de plantation de riz et d'autres moyens d'existence pour la population.

Quand on examine les grands investissements en plantations industrielles à grande échelle, de nombreuses questions doivent être prises en considération. Du fait des ressources financières limitées et d'autres problèmes de capacité aux divers niveaux du gouvernement, les décisions ont été prises sans analyse suffisante et sans protéger les intérêts de la nation et de la majorité des habitants du Laos. Ainsi, le pays est en train de perdre rapidement des ressources essentielles au profit d'étrangers.

Malgré les efforts consacrés à clarifier et à définir les droits fonciers de la population, la confusion règne même chez ceux qui ont reçu des certificats territoriaux dans le cadre du Programme d'allocation de terres et de forêts. On exerce de fortes pressions sur les paysans pour qu'ils cèdent leurs certificats de manière à permettre l'établissement de plantations. Comme dans beaucoup de pays de la région, les champs de culture itinérante, les *pa khoke* et les autres zones boisées où les paysans cueillent des aliments et d'autres produits, élèvent du bétail, etc., sont considérés par la loi comme des terres domaniales. La valeur et les avantages de ces terres pour les gens du pays sont bien connus, mais il est rare qu'on les prenne en compte au moment de la planification et de la prise de décisions. Or, la perte de ces terres et de ces forêts a des conséquences dévastatrices pour eux.

Article rédigé à partir du rapport de recherche de Pinkaew Luangaramsi, Rebeca Leonard, et Pornpana Kuaycharoen (2008) : "Socio-economic and Ecological implications of large scale industrial plantations in the Lao PDR, Case Study on Rubber Plantation", Université de Chiang Mai. Disponible en anglais. Fondé sur le travail de recherche fait en coopération par le Centre d'information et de recherche sur les terres et les ressources naturelles, Direction nationale de la gestion des terres du Laos, Bureau du Premier ministre, la Fondation pour la récupération écologique et la Faculté de sciences sociales, Université de Chiang Mai, Chiang Mai, Thaïlande.

## - Le développement des plantations au Laos. La ruée pour une part du gâteau laotien

Depuis 2006, le Laos, petite nation enclavée du Sud-Est asiatique, est témoin d'une explosion de plantations petites, moyennes et grandes, destinées surtout à la production de caoutchouc, d'eucalyptus et de biocarburants. Cette prolifération des plantations industrielles d'arbres n'a pas été spontanée : elle a été encouragée par les IFI pendant la décennie passée, en tant que moyen d'accroître le PIB du pays. Bien que le Laos soit l'un des pays les plus corrompus du monde (sur les 71 pays qui figurent à l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, il était à la 163<sup>e</sup> place en 2007) la Banque asiatique de développement y encourage ardemment l'investissement agroforestier depuis de nombreuses années. Le chapitre le mieux connu de cette histoire sordide est peut-être le prêt de 11 millions de dollars pour un projet désastreux qui a duré de 1996 à 2003 et dont le but spécifique était la promotion des plantations. À lui seul, ce projet a fait s'endetter à vie un grand nombre d'agriculteurs pauvres, a poussé au bord de la faillite la banque étatique Agriculture Promotion Bank, et a facilité l'établissement de grandes plantations industrielles.

Malgré l'absence d'un régime de propriété foncière sûr et le manque de capacité du gouvernement pour surveiller et réglementer les investissements en plantations, la BAD n'a pas hésité à promouvoir activement le Laos auprès des entreprises agroforestières transnationales ; à Vientiane en 2004, elle a invité les grands investisseurs à faire la publicité de ce pays en tant que lieu idéal pour l'investissement en plantations. Cette campagne de la BAD semble avoir fonctionné : en 2005, le géant japonais de la pâte et du papier, Oji Paper, a été la première multinationale à investir au Laos, où elle a acquis une concession de 50 000 hectares. À partir de l'arrivée d'Oji, les investissements dans le secteur agroforestier du pays se sont multipliés rapidement. Les chiffres du ministère de la Planification et de l'Investissement montrent qu'ils ont doublé entre 2004 et 2006, et que leur valeur a augmenté en conséquence, passant de 75 millions de dollars en 2004 à 458 millions de dollars en 2006. Les plantations de petites et moyennes dimensions sont nombreuses et sont dirigées surtout par des entreprises des pays voisins. Parmi les grands investisseurs figurent à l'heure actuelle le groupe Grassim-Birla de l'Inde, arrivé peu après Oji, avec une concession de 50 000 hectares, et le géant finlandais de la pâte et du papier Stora Enso, qui essaie depuis peu de passer un contrat pour une concession de 35 000 ha pour planter des eucalyptus dans le Sud du pays. Pour sa part, Oji Paper tâche d'obtenir 30 000 hectares supplémentaires dans cette même région.

Or, dans ce pays où les salaires des fonctionnaires ne dépassent pas 30 \$ par mois et où la capacité du personnel gouvernemental de surveiller les concessions est faible, le développement des plantations s'est accompagné invariablement de la perte des ressources naturelles et du bouleversement des moyens d'existence traditionnels. Les rapports de l'agence allemande de développement GTZ révèlent une absence presque totale de réglementation des concessions foncières. Parmi les nombreuses conclusions désastreuses auxquelles arrive un rapport de 2006 de la GTZ figure l'ignorance de l'étendue des concessions octroyées dans le pays, due surtout à la décentralisation et à la non-réglementation des démarches correspondantes. Les concessions sont décidées non seulement par plusieurs agences gouvernementales mais aussi par d'autres divisions au niveau du pays, de la province et du district, sans que les informations correspondantes soient consolidées nulle part. Cela a suffi pour que les concessions allouées se superposent les unes aux autres, de sorte que les diverses entreprises se battent maintenant pour définir leurs limites avant que les autres ne s'en emparent.

Malgré l'accroissement extraordinaire de l'investissement en agroforesterie constaté ces dernières années, le processus pour l'allocation de terres reste d'une insuffisance affligeante. Les commentaires de quelques fonctionnaires gouvernementaux mécontents et des paysans eux-mêmes montrent que les entreprises sont en mesure de s'octroyer des terres en faisant figurer des fonctionnaires locaux dans leur liste d'employés. Dans un système où il existe de nombreux fonctionnaires pauvres pour remplacer ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas trouver des terres, il n'est pas surprenant que l'on rapporte fréquemment des cas de manipulation, d'exagération des bénéfices et de coercition pour obliger les villages à céder leurs terres aux entreprises de plantation.

En théorie, le code forestier antérieur stipulait que seules les « terres dégradées » pouvaient être affectées à l'établissement de plantations, mais maintes et maintes fois des forêts tropicales ont été abattues pour les remplacer par des plantations (et pour tirer profit en même temps de la vente du bois). Dans la province de Bolikhamxay Central, plusieurs grandes opérations d'exploitation forestière camouflées en plantations de palmiers à huile et de cocotiers ont été signalées par les agences de développement locales, et des chercheurs indépendants ont constaté l'abattage de riches forêts primaires et secondaires pour les plantations d'eucalyptus 'vedettes' d'Oji Paper.

Pour les communautés rurales qui dépendent surtout des ressources forestières pour leur subsistance, le tableau est sombre. Les populations villageoises n'ont aucun droit formel sur leurs terres, car toutes les terres boisées sont propriété de l'État. Le développement des plantations a été utilisé pendant des années par le gouvernement du Laos pour perturber physiquement les méthodes de culture itinérante, en écourtant les périodes de jachère et en diminuant la sécurité alimentaire. En outre, les communautés rurales perdent souvent des centaines d'hectares de forêts mais tirent très peu de bénéfices des activités de plantation. Les périodes de plantation des arbres coïncident avec la saison des semailles du riz, de sorte que les emplois dans les plantations sont souvent pris par des travailleurs embauchés à l'extérieur. Quand il y a du travail pour les villageois, il s'agit surtout de postes temporaires et en nombre réduit.

En mai 2007, le gouvernement du Laos avait perdu tout contrôle de la situation en matière de concessions. Les graves difficultés auxquelles se heurtaient les paysans à cause des plantations faisaient l'objet de commentaires de plus en plus nombreux, même dans les médias étatiques, d'habitude si placides. Le Premier ministre a donc annoncé la suspension des concessions foncières dans tout le pays. Or, ce moratoire n'a pas réussi à freiner la vague des concessions. Les élites locales l'ignorent ou réussissent à le contourner grâce aux lacunes qu'il comporte : les entreprises qui ont déjà des contrats de concession peuvent aller de l'avant, et une même entreprise peut obtenir de multiples concessions de 100 ha.

Bien qu'il y ait eu ces derniers temps quelques initiatives positives du gouvernement du Laos et des bailleurs de fonds pour identifier et rectifier les graves problèmes que comporte l'investissement en plantations, seul l'avenir dira si le gouvernement du pays est capable de maîtriser le développement effréné des plantations et de protéger les ressources naturelles qui sont si importantes pour les paysans et pour la stabilité du pays.

Rapport rédigé à partir d'interviews des chercheurs du WRM faites en 2008.

[index](#)

### **– Thaïlande : avec la fluctuation du prix du caoutchouc, comment les agriculteurs peuvent-ils gagner de l'argent ?**

Le caoutchouc fait partie de la vie des gens du Sud ; depuis 108 ans, il est associé à leur culture et à leur économie. Le système de la monoculture a remplacé le système traditionnel dénommé *suan somrom* ou « jardin intégré », où les caoutchoutiers étaient plantés parmi les fruitiers ou dans des forêts naturelles. Le gouvernement a encouragé l'établissement de plantations de caoutchoutiers au moyen d'un Fonds d'assistance. La promotion de l'élargissement de la zone caoutchoutière, la hausse du prix du caoutchouc et la forte demande mondiale de cette matière première pour la production industrielle d'une diversité d'articles en caoutchouc ont concouru pour que ces plantations envahissent les forêts du Sud et les bosquets de la région nord-orientale, qui constituent une partie importante de la forêt naturelle de l'Est. Le caoutchouc est une essence exotique que le gouvernement a recommandée. Autant le Département forestier royal que l'Organisation de l'industrie forestière entendent générer des profits économiques pour cette dernière grâce à la plantation commerciale de caoutchoutiers.

De quoi dépend le prix du caoutchouc en Thaïlande ? Bien entendu, la demande et la production mondiales sont des facteurs déterminants. Le prix du caoutchouc est lié aussi aux variations du prix du pétrole qui joue un rôle capital dans la production

de caoutchouc synthétique. Quand le prix du pétrole est élevé, les coûts de production et le prix du caoutchouc synthétique augmentent aussi, ce qui porte les pays à utiliser davantage de caoutchouc naturel. Mais si le prix du caoutchouc naturel devient trop élevé pour les divers producteurs industriels, ceux-ci vont se tourner vers le caoutchouc synthétique, de sorte que le prix du caoutchouc naturel baissera.

Cependant, dans la fixation du prix du caoutchouc interviennent aussi des mains cachées. En Thaïlande, le marché du caoutchouc est contrôlé par des investisseurs malais, singapouriens et thaïlandais. Par contre, les industries du caoutchouc sont dominées par des pays industrialisés comme l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis qui, à leur tour, ont des rapports avec les entreprises commerciales thaïlandaises.

À l'heure actuelle, le prix du caoutchouc est soumis aussi à l'intervention des contrôleurs des stocks de caoutchouc mondiaux. S'il y a beaucoup de caoutchouc dans les entrepôts, les pays vendront leur stock aux fabricants de produits en caoutchouc et achèteront moins le caoutchouc produit cette année-là. Cela influe sur le prix du caoutchouc. S'il y a une demande excessive de caoutchouc pendant longtemps, les pays producteurs de caoutchoucs feront pression pour appliquer ensemble une réduction de la quantité produite.

La spéculation sur les marchés à terme est encore un facteur du prix du caoutchouc. Les marchés les plus influents sont ceux du Japon et de Singapour. Quatre-vingt-dix pour cent des transactions du Japon (Tokyo et Kobe) peuvent être décrites comme spéculatives, le reste correspondant à des transactions commerciales des importateurs et des intermédiaires.

De même, 80 % des échanges sur le marché singapourien correspondent au marché à terme, et le reste concerne le transfert physique de marchandises. Le marché de Singapour, établi depuis longtemps, est un carrefour et un centre financier et banquier ; il est près des trois lieux de production de caoutchouc les plus importants du Sud-Est asiatique, c'est-à-dire la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie. Ces trois pays produisent ensemble environ 70 % du caoutchouc du monde.

La Thaïlande est le premier producteur mondial de caoutchouc. Pourtant, les prix sont déterminés par les marchés du Japon et de Singapour. Le gouvernement de la Thaïlande n'a jamais développé l'influence des pays dans les marchés internationaux du caoutchouc. Le gouvernement gère et contrôle le prix du caoutchouc en cédant aux pressions des autres pays et des agences internationales. Au plan national, il adopte toujours une démarche interventionniste pour stabiliser les prix, de manière à obtenir les voix des cultivateurs. Par exemple, pendant les gouvernements successifs de Chuan Leekpai et du général Chavalit Yongchaiyut il y a eu six interventions de ce genre, qui ont comporté l'achat de 1,3 million de tonnes pour un total de 25 394 millions de baht. Par suite de ces mesures, le budget gouvernemental a connu un déficit de 6 267 millions de baht, dû surtout à la corruption ministérielle. Les méthodes utilisées ont été les pressions, l'accaparement, le détournement, les prix cassés et la vente frauduleuse (par exemple, en vendant un même stock de caoutchouc plus de 50 fois sans jamais le livrer).

En outre, le gouvernement a fait approuver une loi pour contrôler le prix du caoutchouc, limiter les surfaces où il pouvait être produit et définir les variétés à planter. Les agriculteurs n'étaient pas autorisés à développer eux-mêmes la production de caoutchouc. Ces contrôles ont été mis en place pour que le caoutchouc thaïlandais soit compétitif sur le marché mondial. Néanmoins, les problèmes structurels déjà mentionnés ont abouti à la monopolisation du marché par les investisseurs qui contrôlent la production et la commercialisation du caoutchouc, tandis que les agriculteurs sont devenus de simples fournisseurs.

Ainsi, les cultivateurs n'ont aucune influence sur le prix du caoutchouc. En 2007, le coût de production de feuilles de caoutchouc brut et de latex frais pour les agriculteurs thaïlandais était d'environ 35 baht le kilo, sans compter le coût de la terre ni de la main-d'œuvre. Comme le prix des feuilles de caoutchouc brut et du latex frais était d'environ 50 à 100 bahts le kilo, les résultats étaient relativement bons pour les cultivateurs.

Sans doute, quand on compare les prix locaux des feuilles de caoutchouc brut avec ceux du marché provincial on voit que ces derniers sont plus élevés. L'année dernière, le prix local était de 41,14 bahts le kilo, tandis qu'à Had Yai il était de 73,05 bahts le kilo et aux enchères il atteignait 74,57 bahts (le 19 octobre 2007). Cette année, les feuilles fumées de caoutchouc de classe 3 n'ont atteint que 35,73 baht le kilo à Hat Yai (le 4 décembre 2008).

Il faudrait donc savoir si, maintenant que le prix est tombé à nouveau, le gouvernement appliquera les vieilles méthodes interventionnistes pour résoudre les problèmes en aval et dépensera l'argent des contribuables à 'ramer dans une baignoire'.

En attendant, les cultivateurs de caoutchouc essaient de s'en tirer. Dans le cas de la communauté de Mai Reang, ils ont mis en place un réseau industriel de traitement du caoutchouc auquel participent 11 villages voisins. En outre, ils diversifient leurs cultures pour ne pas dépendre uniquement du caoutchouc : ils plantent aussi des fruitiers, ils ont des rizières et ils font diverses affaires à petite échelle. Pour les zones de production de caoutchouc, la culture d'autres plantes est une manière d'améliorer la qualité des sols. Les agriculteurs du groupe emploient des engrais biologiques à la place des fertilisants chimiques, ce qui leur permet de diminuer leurs dépenses, et ils disposent d'aliments variés pour leur consommation. Cette solution mixte a été adoptée par des familles qui ont besoin d'être autosuffisantes tout en travaillant dans le cadre du système capitaliste.

Sayamol Kaiyoorawong, Environment Awareness Building Project, adresse électronique : [noksayamol@yahoo.com](mailto:noksayamol@yahoo.com)

[index](#)

---

## **- Vietnam : pénurie de papier, hausse des prix, nouvelles usines et davantage de plantations**

Chaque année depuis environ une décennie, le Vietnam souffre des pénuries de papier. L'année en cours n'a pas été l'exception : en mai 2008, les journaux vietnamiens ont rapporté que les maisons d'édition et les imprimeurs avaient des difficultés à s'approvisionner. Le papier manquait en dépit du fait que les deux usines de pâte et de papier les plus grandes du pays, Bai Bang et Tan Mai, fonctionnaient à plein rendement et que les importations de papier avaient considérablement augmenté pendant les premiers mois de l'année.

Une explication possible était que les importateurs étaient en train de stocker du papier en attendant une augmentation du prix du papier importé. En mars, on pouvait importer au Vietnam une tonne de papier indonésien pour 650 USD. En mai, le prix était de 800 USD. Entre-temps, les importations de papier de Chine ont diminué, de sorte que la demande potentielle de papier importé d'Indonésie a augmenté.

En juin 2008, les maisons d'édition ont augmenté le prix des livres. Des bestsellers tels que *Des champs à l'infini* de Nguyen Ngoc Tu sont devenus vingt pour cent plus chers.

En septembre 2008, le ministère des Finances a baissé l'impôt sur l'importation de papier d'entre 7 et 12 pour cent, suivant le type de papier. La position à ce sujet de l'Association vietnamienne de la pâte et du papier n'est pas claire. Plusieurs journaux ont annoncé que la réduction de l'impôt était due à une proposition de l'Association, mais le secrétaire général de celle-ci, Vu Ngoc Bao, a dit à l'Agence vietnamienne d'information que « la réduction affecterait gravement les papetiers locaux, qui avaient des difficultés à réduire les coûts de production à cause de l'augmentation des prix du matériel. Des géants étrangers comme le Japon, la Chine, les États-Unis et la Corée du Sud défient la capacité de concurrence des producteurs locaux ».

De son côté, l'Association s'efforce d'obtenir des subsides gouvernementaux pour encourager l'investissement national dans l'industrie papetière. Celle-ci couvre à l'heure actuelle environ deux tiers de la demande, et le pays devra importer près d'un million de tonnes de papier cette année, soit 200 000 tonnes de plus qu'en 2007.

Plusieurs nouvelles usines de pâte et de papier sont prévues ou en construction au Vietnam. En septembre 2008, PÃ-yry a obtenu un contrat pour construire une ligne de production de pâte de 250 000 tonnes par an à l'usine de Bai Bang, dans le Nord du pays. Elle devrait commencer à fonctionner en 2010.

En septembre 2008 également, la société papetière Tan Mai a obtenu l'autorisation de construire quatre nouvelles installations : une usine de pâte dans la province de Dong Nai, une usine de pâte et de papier dans la province de Quang Ngai, une usine de pâte dans la province de Lam Dong, et une usine de pâte et de papier dans le Plateau central du Vietnam. Ces usines vont produire au total 550 000 tonnes de papier et 460 000 tonnes de pâte par an.

Pour s'approvisionner en matière première, la papeterie Tan Mai a créé 10 000 hectares de plantations dans la province de Lam Dong. Elle a entrepris en plus un projet de plantation de 30 millions USD dans le district de Di Linh de la même province. En mai 2008, la Lam Dong Paper Materials Enterprise, qui fait partie de la société papetière Tan Mai, a obtenu l'autorisation de construire dans le district de Di Linh une 'station d'écotourisme' de 54 millions USD, dénommée Kala Lake Resort. D'après l'Administration nationale du tourisme, elle comportera un « complexe sous-marin, une zone de divertissements, un parc, un terrain de golf, un hôtel, un restaurant de première classe et un village commercial de la minorité ethnique locale ».

En mars 2008, la province de Kontum a autorisé un projet de 67 millions USD pour l'établissement de plantations sur 65 000 hectares. L'entreprise qui est derrière ce plan, InnovGreen, a des projets semblables dans cinq provinces du Vietnam et entend établir un total de 300 000 hectares de « plantations de haute qualité d'acacias et d'eucalyptus » dans ce qu'elle décrit comme « des terres inoccupées et improductives ».

L'entreprise se sert du Forest Stewardship Council (FSC) pour donner une façade écologiste à ses opérations. « Les normes internationales pour les plantations forestières fixées par la Forest Stewardship Council, un système pour la promotion de la gestion responsable des forêts du monde, seront appliquées », a dit Wu Dean, directeur général d'InnovGreen, à propos des plantations de l'entreprise dans la province de Nghe An. Aucune plantation d'InnovGreen n'a été certifiée par le système du FSC.

La plantation d'eucalyptus est depuis longtemps un sujet de controverse au Vietnam. Le professeur Vo Quy, de l'Université nationale du Vietnam, souvent décrit comme le père du mouvement écologiste vietnamien, a dit en 1991, dans un séminaire organisé à Hanoï sur les effets des plantations d'eucalyptus : « il est devenu urgent de faire les recherches nécessaires pour remplacer progressivement le 'panier actuel de variétés d'eucalyptus' par un autre mélange d'essences plus adaptées aux localités où il est très nécessaire de faire des plantations ».

Dix-sept ans plus tard, la recommandation de Vo Quy est plus urgente que jamais mais elle ne concerne plus seulement les eucalyptus. Tandis que le Vietnam importe des produits de papier, les exportations de particules de bois d'une série d'usines établies le long des côtes ont rapidement augmenté ces dernières années. L'industrie de la pâte et du papier est la cause principale de l'expansion de la monoculture d'arbres au Vietnam. Cette industrie est la seule à gagner : les communautés locales perdent leurs terres et voient leurs rivières et leurs puits asséchés.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts  
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais  
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International  
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay  
Mel: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

